

Cote du document: EB 2011/LOT/G.4
Date: 29 juillet 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur
Chef du Secrétariat des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation d'approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	3

Annexes

I. Nacional Financiera, administrateur du Fonds fiduciaire pour la biodiversité: Programme de renforcement de la gestion à assise communautaire à l'appui de la stratégie REDD+ en Méso-Amérique (PROFORCO)	4
II. Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Amélioration du partage des connaissances sur l'innovation grâce à la méthode des itinéraires d'apprentissage dans la zone Asie et Pacifique	10
III. Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Promotion de l'esprit d'entreprise parmi les jeunes des territoires ruraux pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes	16
IV. Microfinance Information Exchange, Inc. (MIX): Amélioration du suivi de la performance et de l'efficacité en matière de finance rurale	22
V. Oxfam Novib: Développement des chaînes de valeur impulsé par les communautés pour la justice de genre et la création de richesses au profit des pauvres	28

Sigles et acronymes

APMAS	Programme d'appui à la gestion des projets en Asie
APR	Division Asie et Pacifique
AVEC	Association villageoise d'épargne et de crédit
CONABIO	Commission nationale pour la connaissance et l'utilisation de la biodiversité
CPP	Chargé de programme de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FFR	Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds
IMF	Institution de microfinancement
MIX	Microfinance Information Exchange, Inc.
LAC	Division Amérique latine et Caraïbes
S&E	Suivi-évaluation
PROCASUR	Programme régional de formation au développement rural
PROFORCO	Programme de renforcement de la gestion à assise communautaire à l'appui de la stratégie REDD+ en Méso-Amérique
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à des propositions de don au titre du guichet mondial/régional, à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant cinq propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 6,8 millions d'USD.

Première partie - Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Nacional Financiera, administrateur du Fonds fiduciaire pour la biodiversité (*Fideicomiso Fondo para la Biodiversidad*)¹; Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR); Microfinance Information Exchange, Inc. (MIX); et Oxfam Novib.
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
 - i) Nacional Financiera, administrateur du Fonds fiduciaire pour la biodiversité: Programme de renforcement de la gestion à assise communautaire à l'appui de la stratégie REDD+ en Méso-Amérique (PROFORCO);
 - ii) Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Amélioration du partage des connaissances sur l'innovation grâce à la méthode des itinéraires d'apprentissage dans la zone Asie et Pacifique;
 - iii) Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Promotion de l'esprit d'entreprise parmi les jeunes des territoires ruraux pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes
 - iv) Microfinance Information Exchange, Inc. (MIX): Amélioration du suivi de la performance et de l'efficacité en matière de finance rurale; et
 - v) Oxfam Novib: Développement de chaînes de valeur impulsé par les communautés pour la justice de genre et la création de richesses au profit des pauvres.
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la Politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009.

¹ Administrateur de la Commission nationale pour la connaissance et l'utilisation de la biodiversité (CONABIO).

4. L'objectif stratégique primordial qui guide la politique révisée du FIDA en matière de dons est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: a) les activités novatrices sont favorisées et des technologies et approches innovantes sont élaborées en appui au groupe cible du FIDA; b) la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des questions concernant directement les populations rurales pauvres sont encouragés par le groupe cible et en son nom; c) l'aptitude des institutions partenaires à offrir toute une gamme de services en faveur des populations rurales pauvres est renforcée; et d) l'apprentissage sur la base des enseignements tirés de l'expérience ainsi que la gestion et la diffusion des savoirs en relation à la réduction de la pauvreté rurale sont encouragés auprès des parties prenantes, tant au niveau régional qu'interrégional.
6. Les programmes proposés sont conformes à l'objectif et aux résultats escomptés de la politique révisée du FIDA en matière de dons.
 - i) Le Programme de renforcement de la gestion à assise communautaire à l'appui de la stratégie REDD+ en Méso-Amérique (PROFORCO) contribue directement à la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique, particulièrement s'agissant des interventions pour lesquelles le FIDA propose de faire appel aux principaux partenariats sur le terrain, par exemple les organisations à assise communautaire, les organisations paysannes et féminines et les ONG, ainsi que les administrations nationales et locales, notamment les ministères de l'agriculture. Le but sera de donner aux communautés locales et à leurs institutions les moyens de participer aux processus de décision en rapport avec le changement climatique et de renforcer les capacités dont elles disposent pour y faire face, en misant sur leur propre expérience et celle d'autres acteurs. Compte tenu du renforcement de sa présence dans les pays, le FIDA participera également à la coordination des activités ayant trait au climat et à l'environnement menées dans les pays, en association étroite avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux, et en tirant parti le cas échéant des capacités des organismes partenaires.
 - ii) Le programme "Amélioration du partage des connaissances sur l'innovation grâce à la méthode des itinéraires d'apprentissage dans la zone Asie et Pacifique" est pleinement conforme à l'objectif et aux résultats escomptés de la politique révisée du FIDA en matière de dons, puisqu'il a pour objet de renforcer les capacités des organismes d'exécution partenaires et des communautés du groupe cible et de leur faire mieux connaître les pratiques optimales.
 - iii) Le programme "Promotion de l'esprit d'entreprise parmi les jeunes des territoires ruraux pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes" est conforme à l'objectif et aux résultats escomptés de la politique révisée du FIDA en matière de dons puisqu'il a pour objet de promouvoir des activités et des approches innovantes afin d'intensifier l'engagement du Fonds aux côtés de la jeunesse du monde rural.
 - iv) Le programme "Amélioration du suivi de la performance et de l'efficacité en matière de finance rurale" a pour objet d'obtenir les résultats a), c) et d). L'accent est mis sur la promotion de mécanismes innovants afin de recueillir, partager et comprendre des informations relatives à la performance sociale et financière provenant des partenaires du FIDA dans le domaine de la finance rurale et de les prendre en considération de manière efficace.

- v) Le programme "Développement de chaînes de valeur impulsé par les communautés pour la justice de genre et la création de richesses au profit des pauvres" a pour finalité de contribuer à la création durable de richesses et de renforcer les filières au Nigéria, au Rwanda et en Ouganda grâce à l'autonomisation des femmes et des hommes des ménages les plus pauvres et les plus vulnérables et à la mise en place à tous les échelons de processus participatifs et équitables pour la prise de décisions économiques.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de renforcement de la gestion à assise communautaire à l'appui de la stratégie REDD+ en Méso-Amérique (PROFORCO), accordera un don ne dépassant pas un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) au Nacional Financiera, administrateur du Fonds fiduciaire pour la biodiversité, à l'appui d'un programme de deux ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Amélioration du partage des connaissances sur l'innovation grâce à la méthode des itinéraires d'apprentissage dans la zone Asie et Pacifique", accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) au Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Promotion de l'esprit d'entreprise parmi les jeunes des territoires ruraux pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes", accordera un don ne dépassant pas deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) au Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Amélioration du suivi de la performance et de l'efficacité en matière de finance rurale", accordera un don ne dépassant pas un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) à Microfinance Information Exchange, Inc. (MIX) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Développement de chaînes de valeur impulsé par les communautés pour la justice de genre et la création de richesses au profit des pauvres", accordera un don ne dépassant pas un million quatre cent mille dollars des États-Unis (1 400 000 USD) à Oxfam Novib à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président,
Kanayo F. Nwanze

Nacional Financiera, administrateur du Fonds fiduciaire pour la biodiversité: Programme de renforcement de la gestion à assise communautaire à l'appui de la stratégie REDD+ en Méso-Amérique (PROFORCO)

I. Contexte

1. Au Mexique comme en Amérique centrale, les politiques rurales manquent de cohérence, ce qui se traduit par une approche cloisonnée de la question foncière et empêche par conséquent les programmes mis en place par les gouvernements d'avoir un effet favorable sur la production végétale, animale et forestière et sur la situation sociale des habitants les plus pauvres. Ce manque de cohérence est devenu facteur de fragmentation fonctionnelle des territoires et des paysages, ce qui se traduit par une aggravation de la vulnérabilité aux répercussions de l'évolution incessante du climat. Ce programme financé par un don a pour objet de venir en aide à un certain nombre de régions où vivent des autochtones et des paysans pauvres dans cinq États du Mexique et sur des territoires indigènes du Guatemala et du Panama, où la population rurale – composée en majorité d'autochtones – souffre d'un retard économique et social extrêmement important et où le couvert forestier reste des plus denses. Ces régions se caractérisent également par un certain nombre d'atouts: leur grande richesse biologique, les immenses savoirs ancestraux des peuples autochtones concernant les ressources naturelles et la présence de groupes techniques locaux¹ qui, ajoutés à l'organisation des communautés et à leur gouvernance, sont parmi les principaux facteurs de développement rural durable.
2. Au Mexique et en Amérique centrale, le déboisement est principalement imputable à l'urbanisation et l'agriculture, à l'exploitation forestière anarchique et à la demande en bois utilisé pour le feu et la construction d'habitations afin de loger une population en augmentation. Selon les estimations, l'expansion démographique devrait se poursuivre, ce qui se traduit par une accentuation de la pression sur les ressources naturelles. Cette situation, conjuguée aux répercussions du changement climatique, entraîne des difficultés importantes sur le plan de la gouvernance et de la réduction de la pauvreté. Face à l'ampleur du déboisement, de nombreux pays ont mis en place des plans afin de préserver et de reconstituer les forêts. Il ne fait aucun doute que les forêts du Mexique et d'Amérique centrale jouent un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Par ailleurs, les pays s'emploient désormais à enrayer le déboisement, de manière à contribuer à la réduction des émissions de carbone qu'entraînent le déboisement et la dégradation des forêts, et réduire leur vulnérabilité face au changement climatique en mettant en place des mesures d'adaptation et d'atténuation.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. La cohérence des politiques passe par la conclusion d'accords entre les intéressés (secteur public et société civile), ce qui permet de faire apparaître des intérêts communs et de déboucher sur un consensus. Dans le cas présent, la nécessité d'enrayer le changement climatique grâce à des mesures d'atténuation et d'adaptation devrait encourager les intervenants à mettre en place un dispositif institutionnel plus satisfaisant – et à créer des synergies permettant d'améliorer la performance sans pour autant mettre en péril la conservation des ressources naturelles et les droits humains des personnes qui vivent en leur sein et qui en

¹ Il s'agit de conseillers techniques, pour beaucoup issus de communautés autochtones, qui appartiennent à des organisations de la société civile et aident les communautés à renforcer leurs capacités en matière économique et environnementale afin d'améliorer leurs moyens de subsistance et d'assurer une gestion durable des paysages et des ressources naturelles qui les entourent.

dépendent. Cette situation a déjà été dépeinte dans le document présenté par le Mexique à la seizième Conférence des Parties sur les changements climatiques (Vision REDD+ du Mexique: vers une stratégie nationale), qui constitue l'une des approches stratégiques retenues pour élaborer une stratégie nationale REDD+ au Mexique². Ce document insiste sur le fait que le développement durable est la meilleure solution pour consolider la stratégie REDD+ au Mexique; en effet, seule une perspective englobant la situation nationale et le contexte local permettra d'atténuer la pression de la déforestation et de la dégradation des forêts en encourageant la gestion et la conservation des terrains boisés et en améliorant la qualité de la vie au sein des communautés.

4. En Amérique centrale, au cours des 30 dernières années, le FIDA a favorisé la mise en œuvre de programmes au moyen de prêts et de dons, en collaboration avec les gouvernements. Les interventions les plus marquantes ont porté sur le développement rural, l'assistance technique, la recherche, l'accès aux marchés, le développement des systèmes de production agricoles, piscicoles et forestiers, et d'autres activités créatrices d'emploi de nature à renforcer les capacités des communautés autochtones et des communautés rurales les plus pauvres et les plus vulnérables. L'une des priorités actuelles du FIDA dans la région consiste à encourager les stratégies d'adaptation au changement climatique, étant donné que la région est très vulnérable face à ce phénomène, qui affectera les populations rurales et les populations indigènes les plus pauvres si l'évolution actuelle se poursuit. Le présent programme financé par un don ouvrira de nouvelles perspectives de collaboration et d'échange entre les pays de la région méso-américaine, afin de faire face au phénomène du changement climatique et de renforcer les capacités des populations locales à plaider leur cause et à influencer sur les grandes orientations adoptées à l'échelle mondiale et nationale – et sur les projets et programmes qui en découlent – de manière à ce que les intérêts majeurs de ces pays soient pris en considération.
5. De plus, conformément aux stratégies du FIDA, le programme comporte une importante composante régionale qui a pour objet de mettre en place des liens d'échange et de collaboration entre le Mexique et l'Amérique centrale, dans le droit fil de la stratégie méso-américaine pour un environnement durable. En 2011, différentes organisations du secteur public, de la société civile et à vocation sociale rassemblées à l'occasion du Forum méso-américain sur les forêts, les communautés et les expériences de REDD+ sont convenues d'établir ensemble un espace de coordination méso-américaine sur les forêts, les communautés et le changement climatique. Ce groupe fait référence pour les activités de partage des expériences.

III. Le programme proposé

6. Ce programme a pour finalité de renforcer les capacités de gestion des *ejidos* (exploitations agricoles collectives) et des communautés à dominante autochtone dans cinq États du sud du Mexique et au sein de territoires autochtones du Guatemala et du Panama. Il a également pour objet d'établir un espace de dialogue entre les instances nationales, locales et autochtones en ce qui concerne les politiques agricoles et forestières, afin d'harmoniser les stratégies des pays méso-américains en matière de REDD+ et d'adaptation au changement climatique et de mettre en commun les enseignements tirés dans la région méso-américaine. Les objectifs du programme sont les suivants: a) renforcer les capacités de gestion et d'organisation des communautés en associant assistance technique, expérimentation et formation; b) parvenir à des accords concrets entre différentes administrations afin qu'elles mettent en place des politiques et des programmes

² La stratégie de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD) prévoit une série de mesures faisant appel à des incitations commerciales ou financières pour réduire les émissions de gaz à effet de serre découlant de la déforestation et de la dégradation des forêts. Au titre de la stratégie REDD+, il est également prévu la possibilité de compenser les émissions, grâce à la gestion durable des forêts et à leur conservation ainsi qu'au développement des stocks de carbone forestiers.

cohérents et solides en ce qui concerne la réduction des émissions qui accompagnent le déboisement et la dégradation des forêts; c) renforcer le rôle des bureaux techniques afin d'élargir leur rayon d'action dans cinq États du sud du Mexique et en Amérique centrale; d) renforcer les capacités des groupes techniques locaux et autochtones au Guatemala, au Mexique et au Panama, afin d'améliorer leur aptitude à négocier avec les administrations fédérales et locales et de renforcer leur implication dans la vie des communautés; et e) produire des savoirs et en généraliser l'assimilation, et mettre en place des démarches de collaboration, de formation et de mise en commun des expériences sur tout le territoire méso-américain (sud du Mexique et pays d'Amérique centrale).

7. Le groupe cible comprend les *ejidos* et les communautés d'un certain nombre de régions caractérisées par une forte présence autochtone dans cinq États du sud du Mexique et au sein de territoires autochtones du Guatemala et du Panama. Des activités initiales s'inscrivant dans le cadre des stratégies de REDD+ et d'adaptation au changement climatique de chaque pays ont été proposées. Les bénéficiaires de ces activités seront les habitants des *ejidos* et les communautés situées en territoire autochtone, qui bénéficieront d'un appui – associant assistance technique, expérimentation, formation et gestion des ressources – afin d'avoir plus facilement accès à différents programmes mis en place par les gouvernements dans le cadre d'une approche de développement rural durable concertée. En outre, des canaux d'échange et de collaboration entre le Mexique et les pays d'Amérique centrale qui travaillent sur ces questions seront mis en place, permettant notamment le partage des expériences et des savoirs.
8. Ce programme, qui sera exécuté sur une période de deux ans, comprendra les trois grandes composantes suivantes:
 - autonomisation des communautés moyennant le renforcement des capacités des peuples autochtones et des communautés paysannes à relever les défis du changement climatique, avec l'appui des groupes techniques locaux et autochtones;
 - participation à la concertation en faveur d'un développement rural durable et au plaidoyer politique, de manière à faire en sorte que les gouvernements consentent des investissements, à l'échelon national et international, en faveur des communautés les plus pauvres afin de réduire leur vulnérabilité; et
 - renforcement de l'acquisition et de la gestion des savoirs grâce aux échanges à l'échelon local, national et international.

IV. Produits et avantages escomptés

9. Les produits et avantages escomptés sont les suivants:
 - accord avec les administrations fédérales et les collectivités locales pour mettre en œuvre le programme dans les régions proposées;
 - accord avec les communautés des régions repérées pour que celles-ci prennent part au programme;
 - accord avec les groupes techniques locaux pour qu'ils se joignent au programme;
 - participation active d'une série de communautés dans chaque région relevant du programme;
 - enseignements concernant les possibilités d'utilisation des outils d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets par les populations rurales pauvres;

- généralisation des apprentissages permettant la diffusion des acquis aux différents acteurs (principalement les peuples autochtones et les paysans pauvres);
- accords de collaboration, liens et formation sur tout le territoire méso-américain;
- dialogue caractérisé par l'esprit d'ouverture entre les communautés (peuples autochtones et paysans pauvres) et les gouvernements afin de mettre en place des pratiques et des politiques satisfaisantes.

V. Modalités d'exécution

10. L'unité responsable des couloirs biologiques et de la coordination des ressources (CCRB) au sein de la Commission nationale pour la connaissance et l'utilisation de la biodiversité (CONABIO) sera chargée de l'exécution et de la direction du programme; elle agira par le canal de ses services permanents, avec l'appui d'un groupe opérationnel³ dont les membres seront rémunérés sur les fonds du programme pour s'acquitter de tâches opérationnelles dans les régions d'intervention. Cette unité s'occupera des accords avec les administrations fédérales et locales; et son directeur technique – outre qu'il devra veiller en personne à ce que le groupe d'appui reçoive sans problème informations et ressources – supervisera les opérations et interviendra auprès des différentes administrations pour s'assurer que les transferts de fonds s'effectuent comme il convient dans les différentes régions concernées.
11. La mise en commun des expériences dans le cadre du programme ne s'arrêtera pas aux frontières du Mexique, puisque des canaux de communication et d'échange seront établis avec les gouvernements et les communautés d'Amérique centrale. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a proposé de s'occuper des communautés retenues au Guatemala et au Panama et de servir de canal de concertation, d'échange et de coopération entre les pays d'Amérique centrale. Le Bureau régional de l'UICN pour la Méso-Amérique sera étoffé afin de renforcer les capacités opérationnelles qui lui permettront de mettre en œuvre le programme.
12. Un conseil consultatif chargé d'assurer l'orientation stratégique du programme et de favoriser la concertation politique sera mis en place. Le programme sera supervisé directement par le FIDA, y compris en ce qui concerne la passation des marchés, les audits et les rapports. Les tâches financières et administratives seront assurées par les services permanents de la CCRB.

³ Ce groupe sera constitué par la Commission nationale des forêts (CONAFOR) au Mexique, l'Institut national des forêts (INAB) et le Conseil national des zones protégées (CONAP) au Guatemala et l'Autorité nationale de l'environnement (ANAM) au Panama; il inclura le Réseau autochtone du Guatemala et la Coordination nationale des peuples autochtones du Panama (COONAPIP).

VI. Coût et financement indicatifs du programme

13. Le programme sera cofinancé par le FIDA et la CONABIO. Cette dernière prendra en charge les dépenses afférentes au personnel permanent de la CCRB et des bureaux régionaux. Le coût total du programme s'élève à 2 031 100 USD. Le FIDA contribuera à hauteur de 1 200 000 USD (59% du coût total), tandis que la CONABIO apportera un cofinancement de 831 100 USD (41% du coût total), les coûts et les financements étant répartis comme suit:

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Numéro</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Services professionnels/consultants ^a	327	470
2	Frais de voyage	110	43
3	Équipement	119,7	68
4	Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	18,3	68,5
5	Formation/renforcement des capacités ^b	601	15
6	Dépenses d'administration/frais généraux ^c	24	166,6
	Total	1 200	831,1

^a Le montant du cofinancement comprend les coûts afférents au personnel permanent de la CONABIO qui apportera un appui au programme.

^b Notamment formation, ateliers, échanges et la plupart des activités ayant trait à la gestion des savoirs.

^c Le montant des frais généraux est compris dans le cofinancement apporté par la CONABIO.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To strengthen the management capacities of communal farms (ejidos) and communities with preponderant indigenous peoples in five southern Mexican states and in indigenous territories of Guatemala and Panama, and also establish a forum for dialogue among national, local or indigenous authorities with respect to farming and forestry policies to align Mesoamerican countries REDD+ and climate change adaptation strategies, and share this learning in the Mesoamerican region.	<ul style="list-style-type: none"> Number of communities in the process of self-managing their territories. Number of policies and programmes aligned with REDD+ and climatic change adaptation strategies. Number of technologies experimented on projects. Number of exchange meetings between Mesoamerican countries. 	<p>Annual and final M&E report</p> <p>Collaboration and coordination agreements</p> <p>Annual programme reports</p> <p>Meeting reports</p>	Communities are interested in participating in the programme and have adequate assistance and training. The local governments involved have the political will to carry out the programme, despite the upcoming 2012 elections in Mexico. Central American countries have common interests and are interested in sharing experiences and training.
Objectives	<u>Component 1 Empowering communities</u> Strengthen management and organizational capacities of communities through technical assistance, experimentation and training.	<ul style="list-style-type: none"> Number of communities actively involved in the programme and receiving technical assistance and training. Number of communities where training courses and workshops are held. Elements providing greater governance to communities. Number of meetings and agreements between government and local indigenous authorities. 	Annual M&E report	<p>Communities show interest in participating in the programme and working to increase their social capital and governance.</p> <p>Government authorities see this proposal as key to ensure the free prior and informed consent' (FPIC)</p>
Outputs	<u>Component 2 Dialogue for sustainable rural development</u> Reach effective agreements among various government authorities to align and strengthen their policies and programmes for the reduction of emissions due to deforestation and degradation and strengthen the role of the Technical Offices to broaden their operating capacities in 5 states in south-southeast Mexico and Central America.	<ul style="list-style-type: none"> Number of inter institutional agreements involving programmes, budgets and shared goals. Number of regional offices with the technical and operating capacity to handle the programme. Number of coordination agreements among government agencies. Number of LTGs involved in the programme. Number of participating communities. 	<p>Signed coordination agreements</p> <p>Annual programme report</p>	Political will of all actors taking part in the sustainable rural development strategy.
Key Activities	<u>Component 3. Learning and Knowledge Management</u> Strengthen the capacities of local indigenous and campesino (farmer) technical groups in Mexico, Guatemala and Panama to improve their negotiation skills with federal and local government agencies and increase their involvement in communities and generate and systematize learning and establish approaches for collaborating, training and sharing experiences throughout Mesoamerica (southern Mexico and Central American countries).	<ul style="list-style-type: none"> Number of trained technical groups with the operating capacity to handle the respective regions' demands. Number of strategies and mechanisms tested by rural communities. Number of strategies enabling rural residents' access to climate change mitigation and adaptation instruments. Number of exchange actions throughout Central America. Joint exchange initiatives among countries in the region. 	Annual programme report	Will of actors to test strategies to access climate change instruments.

Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Amélioration du partage des connaissances sur l'innovation grâce à la méthode des itinéraires d'apprentissage dans la zone Asie et Pacifique

I. Contexte

1. Le programme prend en compte la stratégie en matière de dons de la Division Asie et Pacifique (APR), la politique révisée du FIDA en matière de dons (décembre 2009) et son approche de la coopération Sud/Sud. Son but est d'appuyer les innovations qui réduisent les risques et la vulnérabilité des ruraux pauvres – hommes et femmes – et qui renforcent les institutions et politiques favorisant leurs intérêts et leurs systèmes de gestion tout en améliorant la productivité et la viabilité de l'agriculture paysanne. Plus précisément, le programme appuiera une approche induite par la demande et axée sur des échanges directs de "savoir-faire", sur une large base, en utilisant la méthode phare des itinéraires d'apprentissage; il se propose de donner un coup d'accélérateur à cette approche testée dans diverses régions¹.
2. Le programme sera pleinement intégré aux efforts déployés par APR pour renforcer la gestion des savoirs et la capacité d'apprentissage aux niveaux des projets et des pays. Il aura, plus particulièrement, des liens avec le Programme d'appui à la gestion des projets en Asie (APMAS), dont l'objectif est de rendre le personnel de haut niveau des organismes d'exécution et des organisations nationales mieux à même de comprendre et d'apprécier les avantages à tirer d'une meilleure gestion des projets de développement, tout en encourageant une culture du savoir et de l'évaluation. Il entretiendra également des liens avec le Programme de développement des compétences en matière de partage des savoirs² (FIDA/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO]).

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Le programme vise à combler les lacunes actuelles dans les initiatives du FIDA en matière de gestion des savoirs et dans la région Asie et Pacifique. Sa justification a pour pivot la nécessité d'une meilleure connaissance et d'une adoption plus poussée de processus et d'approches institutionnelles qui contribuent à la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté. Il reconnaît en outre la nécessité de recueillir des informations sur les meilleures pratiques, en privilégiant les processus et les résultats, ce qui permettra à d'autres d'apprendre comment des projets peuvent être exécutés avec succès. Le programme recense et regroupe les réseaux d'information et de savoirs existants au niveau des communautés de base, y compris l'apprentissage informel et le soutien des conseillers communautaires. Il fournira une formation et un soutien aux utilisateurs en vue d'un partage de l'information approprié, robuste et peu coûteux.

III. Le programme proposé

4. Le programme a pour but général d'accroître les savoirs et la capacité d'adoption et d'application à plus grande échelle des meilleures pratiques et des innovations en matière de réduction de la pauvreté parmi les parties prenantes du FIDA dans la région Asie et Pacifique.

¹ La méthode des "itinéraires d'apprentissage", mise au point par le PROCASUR, consiste en un parcours de formation sur le terrain au cours duquel les participants tirent des enseignements de projets concrets, de leurs collègues et de nombreux autres partenaires.

² Document EB 2009/98/R.47.

5. Ses objectifs sont les suivants:
- renforcer le capital humain – au sein des communautés rurales, au sein des organisations de petits paysans ainsi que parmi le personnel technique des projets, programmes et dons pour le développement rural et des institutions d'exécution – par le recensement, la systématisation et la diffusion des savoirs existants concernant l'innovation et les meilleures pratiques;
 - adopter et reproduire à plus grande échelle les meilleures solutions disponibles pour faire face à la pauvreté rurale et aux contraintes du développement, en rendant plus efficaces les interventions et en aidant les parties prenantes nationales à adapter et à reproduire la méthode et les approches des itinéraires d'apprentissage;
 - améliorer les résultats et l'impact des programmes et projets.
6. Les activités du programme mettront l'accent sur la pleine participation des femmes rurales, des peuples autochtones, des jeunes et de leurs organisations, en utilisant les canaux adéquats pour faire parvenir l'information directement à leurs organisations et réseaux et en prenant en considération l'action positive au cours du processus de sélection des participants. Le groupe cible comprend: a) les organisations de ruraux pauvres associées à l'exécution de programmes de développement dans la région; b) le personnel de projet et les professionnels du développement appartenant aux ONG, d'autres organismes d'exécution et des programmes financés par d'autres donateurs; c) des fonctionnaires et des décideurs aux niveaux central et local; et d) des institutions de recherche et d'enseignement axées sur la réduction de la pauvreté rurale.
7. Le programme comportera trois grandes composantes: i) inventaire des savoirs et des intérêts pertinents; ii) conception et mise en œuvre des itinéraires d'apprentissage; et iii) diffusion des savoirs et adoption de la méthodologie.
- i) L'inventaire des savoirs et des intérêts pertinents** permettra:
- a) De déterminer trois à cinq grands domaines thématiques d'intérêt en liaison avec les réseaux régionaux de savoirs et les projets financés par le FIDA et d'autres institutions.** Cela inclut la préparation de cartes thématiques, des enquêtes en ligne, des consultations avec les chargés de programme de pays (CPP) et des visites sur le terrain pour garantir que ce que les participants apprendront leur sera utile et appuiera les objectifs stratégiques dans la région Asie et Pacifique.
 - b) De cartographier les innovations mises à l'essai et les meilleures pratiques et de recenser les chefs de file locaux.** Cela comprend la préparation d'un inventaire exhaustif des interventions réussies, et notamment le recensement des chefs de file locaux ayant joué un rôle significatif dans l'encouragement à l'innovation et dans l'expansion du recours aux meilleures pratiques dans le contexte des efforts de réduction de la pauvreté.
 - c) De donner aux chefs de file locaux les moyens d'agir.** Le programme donnera aussi aux chefs de file locaux et aux praticiens bien informés la possibilité d'organiser leur expérience et de déterminer, en ayant recours à une plateforme web, les principaux enseignements tirés et les recommandations.
- ii) La conception et la mise en œuvre des itinéraires d'apprentissage** passe par des invitations ouvertes à une participation à des itinéraires d'apprentissage distincts, en réponse à des demandes spécifiques formulées

par des groupes de projets. On prévoit que les itinéraires se dérouleront principalement dans la région Asie et Pacifique, mais aussi dans d'autres régions. Les participants prépareront un plan d'innovation dans le cadre duquel seront élaborées des solutions reproductibles. Tous les plans seront soumis à un examen critique et les meilleurs d'entre eux seront récompensés. Les plans seront jugés selon les mérites de chaque proposition et la probabilité de sa mise en œuvre.

iii) La diffusion des savoirs et l'adoption de la méthodologie implique le partage (en particulier avec les programmes régionaux de don dans la région) d'informations internes et de données provenant du terrain. Pour élargir la diffusion, on aura recours aux moyens électroniques et à la production de matériels imprimés et audiovisuels. Le programme fournira des services consultatifs sur l'intégration de la méthodologie des itinéraires d'apprentissage dans les futures opérations financées par le FIDA dans la région, tout en appuyant le transfert des savoirs aux organisations gouvernementales et non gouvernementales locales et/ou nationales. On prévoit qu'à l'achèvement du programme, et après une formation exhaustive, les organisations continueront d'être reliées au réseau existant de prestataires de services d'itinéraires d'apprentissage. Cela suppose la conception d'un système de suivi et d'évaluation basé sur les indicateurs et les paramètres d'évaluation utilisés dans les deux autres programmes régionaux d'itinéraires d'apprentissage d'APR et sur les procédures du FIDA – et plus précisément sur la boîte à outils de suivi et d'évaluation mise au point par APR.

IV. Produits et avantages escomptés

8. Les produits et avantages escomptés associés à chacune des trois composantes du programme sont présentés ci-dessous.

i) Inventaire des savoirs et des intérêts pertinents:

- rapport détaillé sur les domaines thématiques d'intérêt pertinents;
- catalogue comportant les descriptions, les méthodologies et les approches d'une cinquantaine de meilleures pratiques et de solutions innovantes déjà testées;
- annuaire d'organisations nationales et locales, indiquant leurs expériences et leurs capacités de transfert et de partage des expériences innovantes qu'ils ont faites, leurs enseignements et leurs recommandations;
- recensement et formation de chefs de file locaux (jusqu'à 900 personnes), pour qu'ils soient à leur tour capables d'assurer une formation et de fournir des services d'assistance technique; et
- cartes régionales en ligne des innovations réussies et des chefs de file.

ii) Conception et mise en œuvre des itinéraires d'apprentissage:

- 18 itinéraires d'apprentissage (16 dans la région et deux dans d'autres régions), représentant au total 250 journées effectives de formation, 360 bénéficiaires directs et au moins 3 600 bénéficiaires indirects;
- 360 plans d'innovation élaborés par les participants aux itinéraires; et
- financement pour la mise en œuvre de 40 plans d'innovation, dont 15 seront cofinancés par l'organisation du participant et/ou un partenaire tiers, comme d'autres projets et programmes de développement financés par des agences bilatérales et/ou multilatérales.

iii) Diffusion des savoirs et adoption de la méthodologie:

- manuel opérationnel sur la mise en œuvre des itinéraires d'apprentissage;
 - système de suivi et d'évaluation;
 - 15 documents, imprimés ou audiovisuels, présentant des informations sur les résultats et l'impact du programme;
 - formation et assistance technique à trois projets/programmes en vue de l'adoption de la méthode des itinéraires d'apprentissage;
 - désignation d'au moins trois organisations, locales ou nationales, gouvernementales ou non gouvernementales, comme prestataires de services d'itinéraires d'apprentissage; et
 - plateforme de programme en ligne suivant une approche web 2.0.
9. Les participants et leurs organisations seront en mesure, par le biais de la mise en œuvre de la méthodologie, de déterminer ce qui peut réussir dans le domaine du développement et d'évaluer les avantages et les possibilités d'une reproduction à plus grande échelle de ces solutions en les adaptant aux conditions locales. Au terme du programme, la méthodologie aura été internalisée par les organisations et projets nationaux et locaux et sera reproduite en faisant appel à des sources de financement régionales ou nationales.

V. Modalités d'exécution

10. Le don aura pour bénéficiaire PROCASUR, une organisation à but non lucratif enregistrée au Chili, avec des antennes en Bolivie et au Kenya. PROCASUR recrutera un facilitateur de programme, auquel il attribuera un contrat et qui sera basé dans l'un des pays de la région Asie et Pacifique, choisi au moment du démarrage du programme. Le facilitateur, dont la nomination devra être approuvée par le FIDA, travaillera en étroite collaboration avec le programme APMAS et avec le Programme de développement des compétences en matière de partage des savoirs. Il ou elle coordonnera toutes les activités en liaison étroite avec les CPP, avec les gestionnaires du programme de pays (OPP) et avec les directeurs de projets et les gestionnaires des savoirs dans les pays choisis. Au total, 16 itinéraires d'apprentissage seront entrepris. Au cours de ses deux dernières années, le programme mettra l'accent sur l'inclusion de la méthodologie dans les nouvelles opérations et offrira une formation aux organisations pour les aider à avoir accès aux services d'itinéraires d'apprentissage. Durant cette période, l'impact du programme sera évalué et la question de la durabilité à long terme de la méthodologie sera mise à l'étude.
11. Un comité de pilotage du programme sera mis en place, afin de donner les orientations générales requises pour l'exécution des activités du programme. Le comité, qui se réunira une fois par an, sera composé: a) de deux représentants de projets financés par le FIDA dans la région Asie et Pacifique; b) d'un CPP de APR, qui en assurera la présidence; et c) du facilitateur du programme, qui jouera le rôle de secrétaire du comité. On envisagera le recours à la vidéoconférence afin de réduire les frais de déplacement. Le programme sera régulièrement et directement supervisé par le FIDA, y compris pour ce qui concerne la passation des marchés, l'audit et autres comptes rendus.
12. L'évaluation du programme inclut: a) l'évaluation conduite dans le cadre des itinéraires d'apprentissage; et b) les évaluations à mi-parcours et au point d'achèvement. La stratégie de désengagement du programme passera par des activités visant à transférer la méthodologie à des organisations régionales ou nationales qui pourraient s'approprier l'approche et en poursuivre la mise en œuvre.

- a) **Évaluation dans le cadre des itinéraires d'apprentissage.** À l'achèvement d'un itinéraire, un groupe de réflexion composé de participants, d'hôtes et de facilitateurs devra déterminer si les objectifs ont été atteints et les attentes satisfaites. L'évaluation du plan d'innovation est également envisagée afin d'évaluer l'appropriation et l'adoption des savoirs acquis.
- b) **Évaluations à mi-parcours et au point d'achèvement.** Une évaluation à mi-parcours sera réalisée dans le cadre de la supervision directe. Cette évaluation sera d'une importance décisive pour la poursuite du programme vers une pleine mise en œuvre. À l'achèvement du programme, une évaluation sera réalisée en vue d'une vérification et d'une appréciation portant sur plusieurs points: i) obtention des résultats attendus; ii) constat de l'impact sur les pratiques de travail des individus et des organisations ayant participé au programme; iii) impact sur les organisations et leurs membres participants, en tant que prestataires de services sur les itinéraires réalisés par le programme; iv) validité des enseignements et des recommandations sur les stratégies et les modalités de mise en œuvre des itinéraires d'apprentissage; et v) reproduction à une plus grande échelle de la méthodologie des itinéraires d'apprentissage dans la région Asie et Pacifique.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

13. Le coût total du programme a été estimé à 2,4 millions d'USD, avec une contribution de 1,0 million d'USD du FIDA et 400 000 USD fournis par PROCASUR et les participants au programme. Il est prévu, sous réserve de l'approbation du programme de travail du FIDA, que la division à l'origine du projet propose un second don de 1,0 million d'USD qui apporterait un financement complémentaire au programme en 2012. Le décaissement de l'ensemble du financement s'effectuera conformément au programme de travail et budget annuel et sera soumis à un mécanisme de déclenchement comportant: a) la réalisation des objectifs fixés pour les grandes étapes; b) l'acceptation de l'approche et de la méthodologie par au moins 10 projets et programmes; et c) la reconnaissance de la compétence d'au moins 10 organisations nationales et/ou régionales.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement^a</i>
1	Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	130,00	130,00
2	Services professionnels/consultants	68,21	83,39
3	Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	166,70	208,70
4	Formation/renforcement des capacités	635,09	977,91
	Total	1 000,00	1 400,00

^a Le financement total du programme s'élève à 2,4 millions d'USD. Aux fins de la présentation, la contribution du FIDA (1,0 million d'USD) prévue pour 2012 est incluse pour l'instant, dans le tableau, dans le total du cofinancement.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Increase knowledge and capacity for adopting and scaling up best practices and innovations for poverty reduction among IFAD stakeholders in the APR region.	Improved wellbeing and reduced poverty conditions in programme and project areas in selected countries.	Project supervision missions; Mid Term reviews; Portfolio Review; RIDE and ARRI reports.	
Objectives	i) Build human capital of rural communities and project and programme implementers; ii) Further scaling up of the best available solutions thus increasing the effectiveness of development projects; iii) Improve programme and project results and impact.	10 projects adopting and or adapting innovative solutions for poverty reduction. 10 projects rated satisfactory or above in terms of relevance and knowledge management.	Project supervision missions Mid Term reviews, Portfolio Review, RIDE and ARRI reports.	Existence of replicable sound innovations and spaces for scaling up; Evaluations of development interventions show significant contributions by programmes and projects in struggle against rural poverty conditions.
Outputs				
Result 1	(a) Three to five main thematic areas of interest identified, in conjunction with regional knowledge networks and projects funded by IFAD and other agencies. (b) Tried innovations and best practices mapped out; (c) local champions identified and enabled.	3 to 5 scoping paper published; 50 innovative experiences identified, systematized and published; 900 local champions trained to provide training using the Learning Routes methodology; one directory and map of national and local organizations set on-line	Compendium of innovative solutions, Programme reports, Training reports	Existence of replicable sound innovations and spaces for scaling up
Result 2	IFAD funded projects staff, partners and beneficiaries answer their knowledge management and capacity building demands through in the field training and the design and further implementation of a plan for innovation.	18 Learning Routes with 250 training days; 360 of participants where women, indigenous and youth represent the 50%; 3600 others indirectly benefiting from the dissemination and innovation plan, 40 Innovation Plans designed, and funded and implemented	Learning Routes convocations and list of applicants; Design and end-of-route reports; Innovation Plans and assessments for awards	Favourable macro and micro economic conditions for up scaling innovations; Innovations to be introduced are politically, socially and culturally accepted
Result 3	Learning Routes approach and methodology adopted by national and local organizations through training and technical assistance	Implementation manual published; 3 IFAD funded projects trained and assisted in the adoption of the methodology; 15 communicational products disseminated; 3 national organizations recognized as training providers; M&E plans and analytical assessments; On-line Platform	Training reports; projects and organizations annual reports; Website statistics; Readership; Viewer surveys and AV materials; Monitoring and evaluation reports	National authorities, project and programme staffs willing to share information for monitoring and evaluation purposes; Accessibility to Internet services and efficient distribution systems for printed material
Key Activities	(1) Knowledge audits, harvesting and dissemination, (2) Information processing and dissemination, (3) Design and implementation of Learning Routes, (4) Methodological adoption	Means: consulting services, training, publications and audio visual materials, staff salaries and operational costs	Annual Work Plans and Budgets; Programme supervision reports	Grant agreement signed; Programme launched; Staff contracted and deployed; First Annual Work Plan & Budget (AWPB) prepared and approved by IFAD

Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Promotion de l'esprit d'entreprise parmi les jeunes des territoires ruraux pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes

I. Contexte

1. D'après une récente étude de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les jeunes ruraux représentent quelque 55% de la jeunesse mondiale. Faute d'avoir un accès suffisant à des programmes d'éducation adaptés à leur situation et à leurs besoins, ils figurent parmi les groupes les plus défavorisés. Les jeunes femmes rurales, qui n'ont pas les mêmes opportunités que les jeunes hommes en matière d'éducation, de formation et de participation aux activités de développement rural, se trouvent encore plus en difficulté. L'étude aboutit à la conclusion qu'il est nécessaire de venir en aide aux jeunes ruraux: a) en renforçant leurs capacités relatives à la production vivrière et à la conservation des ressources productives de l'environnement rural; b) en améliorant leurs compétences et leur aptitude à exercer des activités créatrices de revenus en milieu rural; c) en atténuant la pression de la population et en améliorant l'alimentation et le bien-être des familles; et d) en développant les qualités de leadership et l'aptitude à travailler en bonne intelligence avec les autres au sein des groupes et dans les situations communautaires. Leurs connaissances, qualifications, attitudes et comportements sont indispensables à la réalisation de programmes de développement agricole et rural durable.
2. Ces derniers mois, la question est venue sur le devant de la scène en Amérique latine. Un atelier international sur la jeunesse intitulé "Les acteurs du développement en milieu rural", tenu à Bogota (Colombie) en octobre 2010, a offert l'occasion de réunir des responsables d'organisations de jeunes, d'institutions gouvernementales et d'organisations multilatérales de 14 pays, démontrant la pertinence de la question dans la région. Les organisations internationales opérant dans les zones rurales d'Amérique latine, telles que la FAO, la Banque interaméricaine de développement (BID), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et le FIDA, ont pris conscience de la nécessité de concevoir des programmes spécifiques en faveur des jeunes ruraux, qui les intègrent dans le processus de développement de la région. En novembre 2010, un atelier international, organisé par le FIDA et réunissant près de 70 jeunes chefs d'entreprises provenant principalement d'Afrique et d'Amérique latine, s'est aussi tenu à Cartagena (Colombie): il avait pour objet l'apprentissage et l'analyse des principales opportunités et contraintes existant sur leurs territoires. Ces deux événements ont confirmé et approfondi le diagnostic en situation des problèmes et les possibilités d'une intégration accrue des jeunes ruraux dans les efforts de développement. Ces deux consultations ont aussi déterminé l'existence d'un manque de connaissances des organisations et institutions concernant la participation des jeunes ruraux au développement et leur rôle à cet égard. Les participants ont réaffirmé leur conviction que la collaboration avec les jeunes ruraux avait une importance stratégique dans la lutte contre la pauvreté rurale si l'on considérait les aspects économiques, sociaux et démographiques.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Il faut donner la priorité à un travail et à des investissements systématiques en faveur des jeunes ruraux pauvres si l'on veut renforcer les capacités des habitants des territoires ruraux pauvres d'améliorer leurs conditions de vie. Les jeunes ruraux d'Amérique latine doivent être considérés comme des participants actifs à toute stratégie de développement rural visant à favoriser la valorisation du capital humain et social. Ils doivent être considérés comme un élément stratégique, ayant la

capacité et la possibilité de contribuer à améliorer les conditions en milieu rural. Les jeunes ruraux souffrent à la fois de l'exclusion et de la pauvreté, alarmantes dans certains pays. Or, les aider à construire une vision stratégique pour le développement de leurs communautés, à avoir plus largement accès aux facteurs de production et à mieux les maîtriser leur permettra de devenir des catalyseurs de l'économie locale, nationale, régionale et mondiale.

4. À sa session de février 2011, les membres du Conseil des gouverneurs se sont mis d'accord pour recommander d'appuyer les initiatives en faveur des jeunes ruraux, et ce pour les raisons suivantes: i) toute intervention à cet égard réduira les risques pour les sociétés rurales, en permettant à leurs populations de jeunes d'élaborer leurs stratégies et leurs plans en ce qui concerne leurs moyens d'existence, en misant sur le potentiel et les ressources de leurs territoires, communautés et familles; ii) l'investissement dans les jeunes ruraux des deux sexes, compte tenu de leur diversité, stimulera la croissance des économies rurales et des activités agricoles et autres; et iii) pour encourager les jeunes générations à rester en zone rurale, il est nécessaire de stimuler la création de revenus par l'entrepreneuriat ou l'emploi et par l'accumulation d'actifs physiques.

III. Le programme proposé

5. L'objectif général du programme est de contribuer à réduire la pauvreté parmi les jeunes ruraux en améliorant la capacité des opérations financées par le FIDA à élargir leur accès aux initiatives de développement qui sont pertinentes pour leurs stratégies de subsistance.
6. Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants: a) produire et diffuser des informations et des connaissances à jour sur la situation des jeunes ruraux dans certains pays et territoires, en insistant sur la compréhension et l'apprentissage de leurs propres stratégies, exigences et aspirations concernant leurs moyens d'existence; b) favoriser la concertation en faveur des intérêts des jeunes ruraux et rationaliser les instruments actuels du Fonds dans le contexte du développement rural; et c) recenser et cofinancer les microentreprises innovantes créées par de jeunes ruraux – 50% au moins des ressources devant être investies dans des initiatives lancées par de jeunes femmes –, ainsi que tirer des enseignements utiles et les assimiler pour renforcer leur rôle dans leurs territoires.
7. Le groupe cible est constitué par les jeunes ruraux participant à l'exécution des projets financés par le FIDA qui sont en cours et de ceux qui seront entrepris dans les zones rurales pauvres du Brésil, de la Colombie, de la République dominicaine, du Guatemala et du Pérou. Environ 270 000 ménages ruraux bénéficieront directement de ces opérations. Selon les estimations faites au stade de la préévaluation, le projet ciblera quelque 68 000 jeunes, soit l'équivalent de 25% du nombre total des ménages bénéficiaires.
8. Le programme devrait toucher directement 5 000 jeunes hommes et femmes appartenant aux ménages actuellement bénéficiaires des investissements du FIDA, 800 jeunes, selon les estimations, bénéficiant directement des ressources financières destinées à renforcer et à accompagner leurs innovations. En outre, 250 techniciens et professionnels provenant d'unités d'exécution du projet, d'institutions privées et d'associations d'agriculteurs bénéficieront des interventions soutenues par le don. Enfin, le programme envisagera le concours d'au moins 150 spécialistes, responsables nationaux des politiques et représentants des institutions sectorielles compétentes, qui participeront aux efforts de conception et d'élaboration de politiques favorisant l'intégration des jeunes ruraux.
9. Le programme aura une durée de quatre ans et comportera les trois grandes composantes suivantes:
 - **Composante 1: gestion des savoirs.** Le principal objectif de cette composante est de renforcer les ressources existantes en matière de

connaissances dans la zone du programme en recensant, en enregistrant, en saisissant et en diffusant les bonnes pratiques et les solutions pertinentes utiles pour les moyens d'existence des jeunes ruraux des deux sexes. Ces enseignements, cet apprentissage et ces recommandations pourront alors être reproduits et transposés à plus grande échelle par les opérations financées par le FIDA et par celles des autres institutions de développement. Les principales activités de cette composante sont les suivantes: **a) systématisation thématique** visant à recueillir les expériences les mieux réussies d'intégration et de participation des jeunes ruraux, en retenant les expériences et les enseignements pertinents à l'égard des questions régulièrement traitées dans les opérations du Fonds; **b) études spécifiques** destinées à fournir des informations et des connaissances sur la dynamique des populations et les caractéristiques économiques et sociales des jeunes ruraux des deux sexes dans les pays ciblés. Ces études comprendront une description détaillée des principales stratégies des jeunes ruraux concernant leurs moyens d'existence, une analyse des initiatives les plus importantes en matière de politique relative aux jeunes ruraux et des recommandations concrètes en vue d'une meilleure intégration des jeunes ruraux dans les politiques d'investissement; **c) création d'un réseau thématique régional** destiné à renforcer les partenariats et l'échange des données de l'expérience entre jeunes ruraux, à la fois dans les territoires ciblés et dans les autres opérations mises en œuvre par le FIDA dans la région. Ce réseau régional permettra aussi une promotion efficace de la concertation, grâce au partage de l'information et aux techniques modernes de communication; **d) organisation d'ateliers nationaux et internationaux** consacrés à l'analyse de l'état de l'intégration des jeunes et des progrès et obstacles relevés dans leur participation aux initiatives de développement rural en cours, ainsi qu'à la mobilisation des jeunes leaders en faveur de la promotion de ces actions; et **e) publication et diffusion d'informations et de savoirs** (matériels écrits et audiovisuels) et renforcement du réseau régional de la jeunesse sur Internet.

- **Composante 2: plaidoyer et concertation.** Cette composante a pour objectif de lever les obstacles entravant la pleine participation des jeunes ruraux aux initiatives relatives aux politiques en faveur de la population rurale pauvre, en offrant des possibilités de réflexion et de concertation. Les activités permettront aux jeunes ruraux des deux sexes de rencontrer les décideurs politiques et autres parties prenantes (autorités nationales, donateurs, etc.) et d'influer sur l'élaboration de politiques publiques tenant compte des jeunes. Au titre de cette composante, le programme financera aussi des travaux concernant la conception, l'analyse, les outils et les recommandations destinés à promouvoir l'intégration des jeunes ruraux dans le cycle d'investissement du FIDA, et particulièrement aux stades de la conception et de la préévaluation du programme d'options stratégiques concernant chaque pays (COSOP). Les principales activités sont les suivantes: **a) cartographie des acteurs institutionnels et des opportunités** qui sont pertinents pour l'intégration des jeunes dans les initiatives agricoles et autres en zone rurale; **b) organisation d'ateliers de concertation nationale** dans les pays et territoires ciblés; **c) systématisation en faveur de l'innovation**, de manière à plaider pour les questions intéressant les jeunes ruraux au niveau des politiques et dans le cycle du programme; et **d) ateliers méthodologiques** consacrés à la présentation, à l'examen et à l'adoption de recommandations visant à améliorer l'intégration des jeunes ruraux dans l'élaboration, l'exécution et le suivi des opérations du FIDA dans la région Amérique latine et Caraïbes.

- **Composante 3: apprentissage et transposition à plus grande échelle des innovations.** Cette composante a pour objectif la création d'un fonds d'investissement dans l'apprentissage, afin d'encourager les projets financés par le FIDA et ceux d'autres institutions internationales et nationales à réaliser des investissements directs en faveur de la jeunesse rurale. Les ressources correspondantes seront accordées sous forme de dons et destinées principalement au cofinancement – avec des projets associés – d'initiatives économiques novatrices, agricoles et autres, dirigées par de jeunes ruraux. Au moins 50% des bénéficiaires directs de ce fonds devront être des jeunes femmes. En outre, ce fonds permettra de systématiser les efforts et les enseignements tirés des meilleures pratiques à mettre en œuvre dans les opérations actuelles et futures du FIDA dans la région.

IV. Produits et avantages escomptés

10. Les produits attendus du programme sont notamment les suivants: cinq rapports de recherche, une typologie des jeunes ruraux, 50 systématisations d'initiatives novatrices émanant de jeunes ruraux, dix ateliers nationaux d'analyse, deux ateliers internationaux de partage des connaissances, un réseau régional de jeunes talents ruraux, cinq cartes institutionnelles, dix ateliers nationaux de concertation, six notes conceptuelles et méthodologiques, trois ateliers d'appropriation méthodologique, le financement de 50 initiatives novatrices émanant de jeunes ruraux, ainsi que 25 publications et produits audiovisuels.
11. Les avantages suivants découleront de l'exécution du programme: a) participation accrue des jeunes ruraux des deux sexes à la concertation nationale; b) informations et connaissances améliorées concernant la situation des jeunes des territoires ruraux; c) adoption de stratégies et de méthodes permettant d'élargir l'accès des jeunes ruraux à la terre, à la technique et aux services financiers ainsi qu'à la création d'entreprises; d) augmentation des investissements publics et privés au profit des jeunes ruraux; e) meilleure connaissance des bonnes stratégies, méthodes et modalités de promotion d'une intégration des jeunes ruraux tenant compte de l'égalité hommes-femmes dans les initiatives de développement; et f) renforcement des capacités des jeunes ruraux afin de leur permettre de mettre à profit leurs connaissances et de valoriser leur pertinence dans les stratégies futures de développement rural.

V. Modalités d'exécution

12. Le programme sera exécuté par le PROCASUR conformément à un plan de travail et budget annuel (PTBA). Il couvrira cinq pays au moins de la région Amérique latine et Caraïbes – Brésil, Colombie, République dominicaine, Guatemala et Pérou – et intéressera directement au minimum cinq projets cofinancés par le FIDA. Des accords de collaboration seront conclus avec les projets financés par le FIDA qui le souhaiteront, pour assurer la participation active des équipes techniques, des agents d'exécution et des autorités nationales compétentes. Le programme établira, dans chaque pays participant, un organe consultatif technique composé de représentants des associations de jeunes, du directeur du projet partenaire ou associé et d'un représentant de l'agent d'exécution.
13. Le programme aura une durée de quatre ans à compter de la date d'entrée en vigueur. Le PROCASUR sera responsable de l'exécution et créera à son siège une unité technique régionale chargée de la planification, de l'exécution, du suivi-évaluation tant des activités que des résultats. Cette unité se composera d'un coordinateur et d'un adjoint technique, en plus du personnel d'appui administratif et financier. Le programme créera en outre un conseil régional comprenant le spécialiste principal du développement rural de la Division Amérique latine et Caraïbes (LAC), les chargés de programme de pays (CPP) dont les pays sont

directement concernés par le programme, un directeur de projet parmi ceux qui y participent, deux représentants des associations de jeunes (dont une femme) et un représentant du PROCASUR. Le conseil régional se réunira chaque année pour approuver le PTBA, évaluer les aspects techniques des activités et les résultats du programme et donner des conseils à cet égard.

14. Le programme sera supervisé directement par le FIDA, et les dispositions concernant la passation des marchés, l'audit et les autres rapports seront conformes aux conditions régissant normalement les dons d'un montant élevé. Le spécialiste principal du développement rural auprès de la Division LAC du FIDA sera, en dernier ressort, responsable de la supervision, avec l'appui des CPP dont les pays et les projets sont directement concernés.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

15. Le programme sera financé à hauteur de 2 millions d'USD par le FIDA (60% du coût total), de 96 375 USD par le PROCASUR (3,5%) et de 1 203 625 USD par les participants au programme (36,5%). Les participants sont principalement les projets du FIDA dans la région, les gouvernements et d'autres organismes internationaux. D'autres programmes antérieurement exécutés par le PROCASUR au profit des jeunes ruraux ont attiré des cofinancements considérables de la part d'autres projets financés par le FIDA, de la Fondation Ford et de la FAO, entre autres. Les dépenses administratives (c'est-à-dire les dépenses liées à la gestion du programme, mais non imputables directement au présent programme de dons) sont comprises dans les dépenses de fonctionnement et ne dépasseront pas 10% du coût total du programme.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	351,00	13,00
2	Services professionnels/consultants	309,15	88,25
3	Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	331,85	213,75
4	Formation/renforcement des capacités	595,50	585,00
5	Incitations à l'innovation	412,50	400,00
	Total	2 000,00	1 300,00

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Contribute towards poverty reduction among rural youth by improving the capacity of IFAD-funded operations to increase access by rural youth to rural development initiatives that are relevant to their livelihood strategies	Reduction in poverty and malnutrition in rural areas, within areas of associated projects	National living standards measurement surveys and project RIMS reports	
Objectives	(a) Generate and disseminate information and updated knowledge on the situation of rural youth in selected countries and territories, with emphasis on understanding and learning from their own livelihood strategies, demands and aspirations, (b) Further policy dialogue in favour of the interests of rural youths and streamline the Fund's instruments currently used in the rural development context; (c) Identify and cofinance innovative micro enterprises by rural youth, with at least 50% of the resources to be invested in initiatives headed by young women, and generate useful lessons and learning to enhance their role in their territories.	# of associated partner projects, # of relevant recommendations for furthering inclusion of rural youths in rural development interventions, # of newly designed projects which include youth targeting approaches, # of innovative business ventures that are successful and profitable	Annual progress reports Mid-term and end-of programme evaluation Proposed projects appraisal documents Business registrations	Borrowing countries willing to consider rural youths as targets for development assistance National public investment bureaucracies interested and willing to address the needs of rural youths
Outputs	(a) Increased participation by rural young women and men in national policy dialogues, (b) Better information and knowledge on the situation of youths in rural territories; (c) Adoption of relevant strategies and methodologies for increasing access by rural youth to land, technical and financial services and entrepreneurial development; (d) Increased public and private sector investments benefiting rural youths, (e) Increased knowledge on best strategies, methods and modalities for promoting a gender-sensitive inclusion of rural youths in development initiatives; and (f) Reinforced capacity of rural youth to capitalize on their learning and highlight their relevancy in future rural development strategies.	5 research papers, a typology of rural youths, 50 systematizations of innovative initiatives by rural youths, 10 national analytical workshops; 2 international knowledge sharing workshops, a regional network of young rural talents, 5 institutional maps, 10 national policy dialogue workshops, 6 conceptual and methodological notes, 3 methodological appropriation workshops, 50 innovative initiatives by rural youths funded, 25 publications and audiovisual materials	Annual progress reports Summary records of workshops and consultations	National authorities willing to share information and actively participate in policy dialogues
Key Activities	Systematizing existing knowledge; defining typologies of rural youths; stakeholder mapping exercises; organization of workshops for national and international-level policy dialogue; establishment of a regional thematic network; preparing conceptual and methodological notes and guidelines; provision of funding for rural youth's innovative entrepreneurial initiatives.	# of participants in workshops # of consultations using the thematic virtual network # of business ventures registered	Programme AWPB Implementation progress reports Business registrations and annual financial statements	Verifiable indicators and reliable statistics on rural youth population Favourable business climate for investments

Microfinance Information Exchange, Inc. (MIX): Amélioration du suivi de la performance et de l'efficacité en matière de finance rurale

I. Contexte

1. Le manque d'accès aux services financiers, qui restreint considérablement les choix socioéconomiques des populations rurales pauvres, est l'une des causes principales de la pauvreté rurale. Le développement de systèmes financiers complets desservant les ruraux pauvres est l'une des priorités du FIDA, comme en témoigne le fait que les initiatives en finance rurale représentent environ 20% du portefeuille du Fonds. Qu'il s'agisse d'œuvrer avec les banques commerciales pour concevoir des produits destinés aux clients pauvres, sur la base de modèles participatifs s'agissant de questions de gouvernance, ou avec des institutions de microfinancement (IMF) pour renforcer les capacités du personnel, le FIDA s'est engagé, dans chacune de ses interventions, à appuyer l'amélioration de la performance de ses partenaires dans le domaine de la finance rurale.
2. Premier bailleur de fonds à établir un partenariat avec le Microfinance Information Exchange, Inc. (MIX), le FIDA est à la pointe des efforts entrepris par les donateurs pour harmoniser les indicateurs types de performance en matière de microfinancement. Il encourage un suivi efficace de la performance et une plus grande transparence du secteur de la microfinance afin de renforcer les institutions et d'accroître la concurrence, de manière à offrir de meilleurs produits financiers à des prix qui soient à la portée de la population rurale pauvre, groupe cible du FIDA.
3. Le MIX se concentre sur l'un des principaux défis en matière de financement du développement: l'absence d'informations fiables et librement accessibles sur la solidité financière et la performance opérationnelle et sociale des IMF. Ces informations sont fondamentales pour que le marché des services microfinanciers parvienne à maturité. En s'attaquant à ce problème, le MIX œuvre à la construction de l'infrastructure du secteur microfinancier en offrant des services d'information spécialisés et des outils de détermination de la source des données, d'analyse comparative et de suivi.
4. La collaboration instaurée entre le FIDA et le MIX a déjà beaucoup contribué à accroître la transparence de l'information sur les marchés microfinanciers et les prestataires de services microfinanciers. Elle a élargi le champ des informations disponibles sur les IMF et augmenté la fréquence avec laquelle elles sont fournies, ajouté de nouvelles informations aidant à la compréhension des marchés, et permis aux utilisateurs de consulter ces informations en ligne grâce au portail MIX Market du MIX¹. Axé sur les prestataires de services financiers en milieu rural, le programme proposé répond aux stratégies des deux organisations.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. L'engagement du FIDA à suivre la performance de ses interventions en finance rurale est dicté par la reconnaissance du fait qu'un suivi efficace de la performance et une transparence accrue de la finance et de la microfinance rurales favorisent le renforcement des institutions et accroissent la concurrence dans le secteur, ce qui a pour résultat d'améliorer les produits financiers offerts à la population rurale pauvre. Le FIDA a pris plusieurs mesures internes destinées à mettre en lumière l'importance du suivi et des comptes rendus de la performance. Le document *Outils décisionnels du FIDA en matière de finance rurale*, récemment révisé, répertorie les principaux indicateurs de performance, en expliquant chaque indicateur et en

¹ www.mixmarket.org/.

indiquant la façon de le calculer et de l'utiliser². Ces indicateurs sont alignés sur le système de gestion des résultats et de l'impact du FIDA (SYGRI). Comme l'a montré l'exercice SmartAid entrepris en 2009, il est nécessaire que le FIDA renforce systématiquement le suivi et le compte rendu des indicateurs de performance.

6. Le partenariat du FIDA avec le MIX constitue un effort concret en vue de renforcer les capacités du personnel des projets, d'inciter les partenaires à communiquer des informations et de promouvoir la transparence du secteur dans son ensemble. La phase suivante de cette importante initiative met à profit les résultats de la collaboration acquis à ce jour, notamment le choix et l'alignement améliorés des indicateurs clés de la performance au stade de la conception des projets du FIDA, et une meilleure compréhension de ces indicateurs et de la façon de les interpréter de la part du personnel du FIDA, tant sur le terrain qu'au siège. À l'avenir, la collaboration étroite avec le MIX permettra aussi au FIDA d'appliquer directement les recommandations issues de l'examen SmartAid et de renforcer sa capacité à suivre la performance de ses programmes de finance rurale, favorisant ainsi la transition en cours du suivi axé sur les activités au suivi axé sur la performance. Plus précisément, ce partenariat améliorera la portée des rapports des IMF au MIX et permettra au FIDA d'accéder au portail à accès restreint du MIX pour répondre aux besoins de suivi de son portefeuille. Les recherches supplémentaires et les données recueillies sur les prestataires de services financiers communautaires en milieu rural constitueront une première étape dans la détermination de la façon dont le MIX peut le mieux soutenir le suivi de ces modèles, qui prédominent dans le portefeuille du FIDA. D'autre part, cette phase sera axée sur la promotion des indicateurs de performance sociale dans le portefeuille. Une bonne performance financière détermine la capacité d'un prestataire de services financiers à atteindre ses objectifs sociaux, et la réalisation des objectifs sociaux renforce de manière générale la performance financière.

III. Le programme proposé

7. Le principal objectif du programme est de contribuer à la construction d'un système financier intégré qui réponde aux besoins de la population rurale pauvre en soutenant le développement de marchés et de prestataires de services microfinanciers sains. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: a) accroître la transparence de l'information dans le secteur de la microfinance rurale; b) améliorer l'information pertinente pour la desserte des prestataires de services financiers ruraux; et c) appuyer le FIDA et ses partenaires dans l'amélioration de leur capacité de suivi de la performance.
8. Le groupe cible comprend les prestataires de services financiers (y compris les IMF) et les ménages ruraux pauvres. Le programme encouragera la durabilité de chaque institution, réseau et marché par un accès élargi à l'information, à la formation et au financement. À terme, la population rurale pauvre bénéficiera de produits et services financiers améliorés en quantité et en qualité, grâce à la bonne santé des marchés et des prestataires de services financiers.
9. Le programme aura une durée de trois ans et comportera trois composantes, comprenant les activités correspondantes suivantes:
 - **Accroître la transparence.** Appuyer la prise de décision du FIDA concernant ses interventions en finance rurale par la garantie d'un flux constant et croissant d'informations standards en temps utile et faciles d'accès, conditionnant la bonne santé des marchés microfinanciers. Par le biais de ses pôles régionaux et de ses partenaires locaux, le MIX s'efforce d'améliorer la transparence de la microfinance dans l'intérêt de tous les acteurs. Le financement du FIDA ciblera le soutien à l'Afrique francophone et à l'Asie, tout en mobilisant les fonctions mondiales du MIX en matière de formation, de normalisation et

² www.ifad.org/ruralfinance/dt/index.htm.

d'amélioration de la qualité décentralisées. Le MIX et ses partenaires collaboreront avec les IMF locales afin de collecter, de normaliser, de publier et d'analyser leurs résultats clés en matière de performance par le biais du MIX Market.

i) Les pôles locaux de microfinance collectent et publient les informations émanant des IMF sur la performance financière et sociale de leurs principaux marchés.

- **Améliorer l'information en matière de finance rurale.** Comblent les lacunes importantes de l'information disponible sur la fourniture de finance rurale, y compris l'extension effective de la desserte des zones rurales par les IMF et les activités économiques qui s'y rattachent, ainsi que sur les dispositions et les réseaux non institutionnels qui desservent ces zones. Les recherches du MIX auront pour but d'améliorer la disponibilité d'informations permettant de comprendre l'accès aux services financiers dans les zones rurales. Chose importante, cet élargissement du "paysage" de l'information sur la finance rurale englobera les prestataires non traditionnels de services financiers, tels que les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), les groupes d'entraide, les associations de services financiers et autres prestataires de services financiers en milieu rural. Le MIX aidera à définir les normes d'amélioration des rapports dans ce domaine par des consultations avec les spécialistes de la profession en matière d'activités de finance rurale, tels que le Rural Impulse Fund d'Incofin, la Banque interaméricaine de développement, le FIDA et d'autres acteurs desservant les prestataires communautaires de services financiers tels que les AVEC. Le MIX publiera aussi un résumé de ses conclusions sur l'état actuel des rapports dans ce domaine et indiquera de quelle façon ces rapports peuvent être normalisés au niveau du secteur, c'est-à-dire d'une façon assez semblable à ce qui a été fait pour les rapports sur la performance financière et sociale. Avec le temps, ces nouvelles informations permettront à tous les bailleurs de fonds opérant dans la finance rurale, tels que le FIDA, de mesurer et de comprendre le développement judicieux de l'offre de services financiers à la population rurale pauvre.
 - i) Données normalisées disponibles sur au moins un des domaines d'information nécessaires pour comprendre la portée de la finance rurale, tels que la géographie, l'offre de produits ou l'activité économique soutenue.
 - ii) Vue "paysagère" des prestataires de services de finance rurale afin de préciser le contexte et d'améliorer le suivi.
- **Appuyer le FIDA et ses partenaires en matière de suivi de la performance.** Équiper le FIDA, son personnel et ses partenaires pour qu'ils soient en mesure de suivre leur portefeuille de microfinance et éclairer leurs décisions sur les interventions en finance rurale grâce à la connaissance des bonnes pratiques et des outils normalisés de la profession. Le MIX propose un outil de suivi fournissant des données normalisées sur les indicateurs clés de la performance pour le portefeuille de prestataires de services financiers ruraux du FIDA. Cette plateforme centralisée – déjà utilisée par d'autres institutions financières de développement telles que la Société financière internationale et la Banque interaméricaine de développement – permet une collaboration entre les bailleurs de fonds destinée à améliorer la qualité et la ponctualité des rapports des IMF. Le MIX fournira aussi des modules de formation progressive en ligne, dans des

langues multiples, qui accompagneront les élèves jusqu'au diplôme et certifieront les progrès accomplis à chaque niveau.

- i) Appui aux processus d'élaboration et d'examen des projets du FIDA grâce à la connaissance des marchés locaux de la finance rurale et au suivi des projets.
- ii) Renforcement de la capacité du personnel du FIDA à analyser les informations concernant les IMF.
- iii) Suivi des portefeuilles du FIDA grâce à un portail d'information en ligne à l'usage du FIDA et des partenaires d'exécution.

IV. Produits et avantages escomptés

10. Les produits et avantages escomptés sont les suivants:
 - Les pôles microfinanciers locaux collectent et publient des informations concernant les IMF sur la performance financière et sociale des marchés clés.
 - Des données normalisées sont fournies dans au moins un des domaines d'information nécessaires à la compréhension de la portée de la finance rurale, tels que la géographie, l'offre de produits ou l'activité économique.
 - Une vue "paysagère" des prestataires de services financiers ruraux précisant le contexte et améliorant le suivi est disponible.
 - Les processus d'élaboration et d'examen des projets du FIDA sont renforcés grâce à la connaissance des marchés locaux de la finance rurale et au suivi des projets.
 - La capacité du personnel du FIDA à analyser les informations sur les IMF s'est améliorée.

V. Modalités d'exécution

11. Le programme sera exécuté par le MIX, organisation sans but lucratif ayant pour objet d'accroître la transparence du secteur rural et microfinancier et de fournir des informations essentielles au marché des services microfinanciers. Fondé en juin 2002, le MIX contribue à l'infrastructure du marché de la microfinance en offrant des informations et des analyses objectives de la performance financière et sociale des institutions microfinancières et de leurs marchés.
12. Depuis 2002, le MIX a formé plus de 50 analystes externes et 25 analystes internes à ses normes, processus et outils relatifs à la présentation des rapports. Les progrès rapides de l'information publique et normalisée sur la performance des IMF, dont la portée est passée de 125 institutions en 2002 à près de 2 000 en 2011³, témoignent de la réussite de cette formation. Pour améliorer la disponibilité d'informations sur la performance des IMF, le MIX a aussi été à la pointe de l'élaboration de normes relatives aux rapports présentés par les acteurs du secteur, participant à un certain nombre de groupes de travail sur l'élaboration de ces normes et jouant un rôle de premier plan dans l'élaboration des normes actuelles de la profession en matière de présentation de rapports portant à la fois sur les informations financières et sociales.
13. Sous l'impulsion du MIX, qui a élaboré et déployé des services d'information en ligne, le nombre des utilisateurs ayant directement accès à des informations, en temps utile, sur la performance des IMF et de leurs marchés a rapidement augmenté. La consultation du MIX Market est passée de 40 000 visites par mois en 2009 à plus de 70 000 au début de l'année 2011. D'autre part, les utilisateurs sont

³ www.mixmarket.org.

des acteurs tant mondiaux que locaux de la microfinance. Plus de 55% d'entre eux proviennent des marchés en développement de l'Inde, du Kenya, du Maroc et du Mexique, où ils ont accès à l'information dans leur langue de travail.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

14. Le coût total de ce programme d'une durée de trois ans s'élève à 4,4 millions d'USD. Sur ce montant, environ 25% sont demandés au FIDA (1,2 million d'USD). Le solde sera cofinancé par des contributions en espèces émanant de donateurs extérieurs (3,0 millions d'USD) et par les recettes du MIX (150 000 USD).
15. L'appui financier du MIX provient des principaux bailleurs de fonds qui ont soutenu ses opérations depuis sa création, ainsi que de dons liés (financement de projets) et de ses recettes propres (tarification des services offerts). Le MIX bénéficie du soutien d'un certain nombre d'organisations, notamment la Fondation Citi (actuellement 250 000 USD par an), le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP) (actuellement 400 000 USD par an), la Fondation Michael et Susan Dell (705 000 USD), la Fondation Ford (actuellement 180 000 USD par an), le Réseau Omidyar (3,5 millions d'USD), la Fondation Bill et Melinda Gates (1,6 million d'USD) et la Fondation MasterCard (2,0 millions d'USD).

Récapitulatif du budget et du plan de financement (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Actifs fixes	30	35
2	Licences de logiciels	158	-
3	Biens et services	96	150
4	Salaires et traitements	200	1 278
5	Honoraires professionnels	363	1 254
6	Frais de voyage	227	481
7	Abonnement au portail MIX	126	-
	Total	1 200	3 198

Results-based logical framework

Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of Verification	Assumptions
Goal			
Contribute to the construction of an inclusive financial system that meets the needs of the rural poor by supporting the growth of healthy microfinance markets and microfinance service providers	Numbers of rural poor accessing financial services	<ul style="list-style-type: none"> * National statistics * Monitoring and impact studies 	<ul style="list-style-type: none"> * Availability of data * Continued priority of building inclusive financial systems in IFAD's Strategic Framework
Objective 1: Increase Transparency			
Output 1a) Local microfinance hubs collect and publish MFI information on financial and social performance in key markets	<ul style="list-style-type: none"> * Data quality and timeliness increased from an average of 6 months to 5 months (time from FY close to posting) * >500 MFIs reporting social performance data, including 150 first-time reporters * Maintain 85% coverage of known microfinance borrowers / savers represented on MIX Market, even as quantity of known microfinance clients grows 	<ul style="list-style-type: none"> * MIX Market statistics * Industry studies by CGAP, other DFIs or major networks / foundations 	External conditions allow MFIs to maintain regular, publicly available reporting.
Objective 2: Improve Rural Finance Information			
Output 2a) Standard data available on at least one area of information needed to understand rural finance outreach, such as geography, product offering, or economic activity Output 2b) Landscape view of rural finance service providers to supply context and improve monitoring	<ul style="list-style-type: none"> * New data available to the general public on at least one rural finance outreach topic * Expanded country-level landscape data available on MIX Market 	<ul style="list-style-type: none"> * MIX Market * Industry studies by CGAP, other DFIs or major networks / foundations 	Continued existence of projects that collect and aggregate basic data on a sub-set of non-institutional, community-based microfinance service providers (such as those produced by the Savings Group Information Exchange or by NABARD).
Objective 3: Support IFAD and Partner Performance Monitoring			
Output 3a) IFAD's project formulation and review processes supported with knowledge of local rural finance markets and project monitoring Output 3b) IFAD staff capacity to analyse MFI information increased Output 3c) IFAD portfolios monitored via an online information portal for use by IFAD and implementing partners	<ul style="list-style-type: none"> * Increased coverage of RIMS or other key performance indicators reported on regular basis on IFAD's rural finance portfolio * MFI performance analysis course delivered in at least three languages, twice a year with 100 or more total participants. * Regular use of monitoring portal by IFAD staff. 	<ul style="list-style-type: none"> * IFAD project reports and portfolio reviews containing RIMS indicators * Number of registered participants in certification course. * Login and usage reports from online monitoring portal. 	<ul style="list-style-type: none"> * IFAD provides a steady pipeline of rural finance projects to review. * Policies and incentives are in place within IFAD to reward use of continuing education and monitoring systems for rural finance portfolios.

Oxfam Novib: Développement des chaînes de valeur impulsé par les communautés pour la justice de genre et la création de richesses au profit des pauvres

I. Contexte

1. Depuis novembre 2007, le programme d'Oxfam Novib intitulé "Autonomisation de l'intégration des femmes et réseautage pour la justice de genre dans le développement économique (WEMAN)" ouvre la voie à la diffusion de l'approche novatrice que constitue le Système d'apprentissage d'action de genre (GALS). Il s'agit là d'une méthodologie stratégique utilisée par Oxfam Novib afin de mettre en cause les inégalités entre les sexes au sein des ménages et des communautés et d'y remédier. GALS est également exploité pour affronter les questions de pouvoir entre communautés et prestataires de services, autorités religieuses et autorités traditionnelles, secteur privé et acteurs publics. GALS applique la schématisation visuelle – un puissant outil de communication en mesure de transmettre des idées et des informations par le biais d'images, de symboles et de formes géométriques – afin de permettre à des individus, à différents niveaux de la chaîne de valeur, de planifier l'amélioration des moyens de subsistance selon des modalités capables de générer le maximum d'avantages au profit des femmes et des hommes les plus vulnérables au sein des filières; de parvenir à un consensus de toutes les parties prenantes s'agissant de promouvoir la parité hommes-femmes, en premier lieu dans les segments les plus défavorisés de la chaîne; et de développer une vision collective multipartite "gagnant-gagnant" sur la base de stratégies de changement à court et à long terme.
2. GALS a par la suite été appliqué comme méthodologie pour le développement de chaînes de valeur impulsé par les communautés au titre du Programme équité pour les femmes dans le cadre du développement de chaînes de valeur favorables aux pauvres, financé grâce à un don octroyé par le FIDA à Oxfam Novib, qui a démarré en juillet 2009. Ce programme a été mis en œuvre en Ouganda, de concert avec une organisation de producteurs et une ONG locale pour les filières café¹, maïs, haricot et fruits. La méthodologie s'est révélée efficace s'agissant:
 - d'autonomiser les femmes et les hommes les plus vulnérables au sein des filières agricoles afin qu'ils puissent élaborer, mettre en œuvre et assurer le suivi de leurs propres plans en vue d'accroître leur productivité, la qualité de leurs produits et leurs revenus et, partant, de réduire les risques et de promouvoir la parité hommes-femmes au sein des ménages;
 - de générer des changements significatifs concernant les questions foncières, la violence domestique à l'égard des femmes et la participation aux décisions d'ordre économique;
 - de nouer le dialogue, au niveau local et national, avec les principaux intervenants du secteur privé afin de les mobiliser en vue de l'élaboration de stratégies capables de promouvoir des changements positifs parmi les groupes vulnérables et d'affronter les inégalités hommes-femmes au niveau familial;

¹ Voir, sur YouTube, le DVD sur le café réalisé grâce à un don de faible montant:
<http://www.youtube.com/watch?v=2ZWgm6ZYMJU> (1^{re} partie)
<http://www.youtube.com/watch?v=HcyGLZ8e1M0> (2^{de} partie).

- de promouvoir une communication durable entre les acteurs des chaînes de valeur afin que ceux-ci puissent à tout moment s'adapter à l'évolution des conditions du marché, dans l'intérêt des groupes les plus défavorisés;
- de préciser l'assistance requise de la part des prestataires de services.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. La justice de genre et l'autonomisation des femmes sont des facteurs essentiels pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté (Banque mondiale, 2010)²: réduire les inégalités entre les sexes permet d'abaisser la mortalité infantile et postinfantile, d'améliorer la nutrition, d'accroître la productivité économique et d'accélérer la croissance.
4. Au cours des dernières années, le développement des chaînes de valeur a été encouragé afin de conjuguer croissance économique et réduction de la pauvreté. Le passage de projets d'amélioration des moyens de subsistance n'accordant qu'une attention limitée au développement des chaînes de valeur à une participation accrue du secteur privé a de fortes possibilités de générer des richesses au profit des pauvres et à autonomiser les femmes. Cependant, nombreuses sont les approches de développement de chaînes de valeur – y compris celles retenues par les projets appuyés par le FIDA³ – qui ont obtenu des résultats mitigés s'agissant de faciliter l'accès des plus pauvres au marché et de contribuer à la réduction de la pauvreté, dans la mesure où elles tendent à accorder la priorité aux technologies et aux cultures, au détriment des populations, dans le cadre de systèmes de subsistance complexes. L'incapacité d'analyser et d'affronter les contraintes liées à la pauvreté et au genre affecte non seulement les populations elles-mêmes, mais également le flux de produits de qualité, la transparence des marchés et, partant, la possibilité de revenus pour tous. De plus, bien souvent, ce type d'approches ne parvient pas à induire, au sein du secteur privé, les changements d'attitude nécessaires pour la mise en œuvre de stratégies "gagnant-gagnant" durables et équitables.
5. Le but du programme proposé est de favoriser durablement la création de richesses au profit des pauvres et le développement de chaînes de valeur en Ouganda, au Rwanda et au Nigéria à travers l'autonomisation des femmes et des hommes appartenant aux ménages les plus pauvres et les plus vulnérables. Cela sera réalisé en adaptant et en reproduisant à plus grande échelle la méthodologie novatrice du GALS pour une recherche-action à l'initiative des communautés dans toute une gamme de filières, milieux et organisations dans le cadre des projets appuyés par le FIDA dans ces trois pays⁴.
6. Ce don contribue à garantir un meilleur accès des populations aux éléments suivants ainsi que les compétences et l'organisation nécessaires pour en tirer parti:
 - ressources naturelles – en affrontant la question des inégalités entre les sexes dans le domaine de l'utilisation des terres et de la propriété foncière, condition sine qua non pour accroître la productivité et la qualité des produits et favoriser un partage équitable du travail et des avantages;
 - meilleures techniques agricoles – en aidant les femmes et les hommes au sein des ménages ainsi que les acteurs des filières à partager une vision commune qui leur permette d'épargner et d'investir plus facilement dans des technologies améliorées – et services de production plus efficaces – par le biais de stratégies

² Voir Banque mondiale, 2010, *Une évaluation de l'appui fourni par la Banque mondiale 2002-2008, Genre et développement*.

³ Voir Raswant et al., FIDA 2010, et *Évaluation au niveau de l'institution de la performance du FIDA concernant l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes*, FIDA 2010.

⁴ Ouganda: VODP, NAADS, DLSP; Rwanda: KWAMP, PAPSTA, PRICE, Nigéria: CBNRMP.

"gagnant-gagnant", impulsées par les communautés, en matière de recherche-action et de développement de chaînes de valeur capables de permettre aux prestataires de mieux cibler leurs services;

- marchés d'intrants et de produits transparents et compétitifs – en favorisant la communication et la collaboration entre les acteurs des filières et en affrontant les problèmes d'inégalité entre les sexes, comme la discrimination sur le marché;
 - processus d'élaboration des politiques et de programmation au niveau local et national – en reliant le développement économique et la planification au niveau local et en encourageant le plaidoyer sur les politiques.
7. Il ressort de la récente étude thématique sur le développement de chaînes de valeur au profit des pauvres (voir note de bas de page 4) qu'il est essentiel que celles-ci prennent en compte les femmes et les segments les plus démunis de la population. Le fait d'ignorer les questions d'inégalité entre les sexes ou de ne pas prendre en considération les rôles respectifs des femmes et des hommes au sein des chaînes de valeur peut compromettre le ciblage effectif des services d'appui, de la formation et de la certification en vue d'accroître l'efficacité et la compétitivité. L'étude préconise le renforcement de l'analyse des questions de parité hommes-femmes ainsi que du ciblage de la pauvreté. L'évaluation au niveau de l'institution de la performance du FIDA en matière d'égalité entre les sexes⁵ recommande également de renforcer l'intégration des femmes dans le développement de chaînes de valeur et la création de richesses pour les femmes rurales pauvres.
8. Le programme proposé favorisera en outre, grâce à l'échange de données d'expérience, au renforcement des capacités et à la diffusion des savoirs, l'intégration des femmes et un ciblage favorable aux pauvres dans les activités bénéficiant de l'appui du FIDA dans les pays mentionnés ci-dessus.

III. Le programme proposé

9. Le but général du programme est de promouvoir durablement la création de richesses et le développement de chaînes de valeur au profit des pauvres en Ouganda, au Rwanda et au Nigéria, grâce à l'autonomisation des femmes et des hommes appartenant aux couches les plus pauvres et les plus vulnérables et à la mise en place, à tous les niveaux, de processus participatifs équitables pour la prise des décisions d'ordre économique.
10. Les objectifs du programme sont les suivants: i) autonomiser 35 000 bénéficiaires directs et 65 000 bénéficiaires indirects – femmes et hommes vulnérables au sein des chaînes de valeur en Ouganda, au Rwanda et au Nigéria – grâce au renforcement des capacités, tant direct qu'à travers les pairs, et à l'apprentissage par l'action afin que ceux-ci soient en mesure d'occuper une meilleure position au sein des chaînes de valeur et de mettre en œuvre une collaboration durable et équitable "gagnant-gagnant" entre les acteurs des chaînes de valeur; et ii) adapter et intégrer une méthodologie participative d'apprentissage par l'action dans les politiques et pratiques d'au moins dix organisations de la société civile (OSC) en Ouganda, au Rwanda et au Nigéria, et les diffuser par le biais de forums en ligne et de manifestations de renforcement des capacités en vue de sa reproduction à plus grande échelle dans le cadre d'autres projets similaires appuyés par le FIDA et Oxfam dans des pays comme l'Inde, le Ghana et la Sierra Leone. La participation d'instituts de savoirs favorisera la planification participative et l'intégration des femmes dans la recherche et la formation sur les chaînes de valeur.
11. Le groupe cible est composé de parties prenantes rurales vulnérables (petits agriculteurs, travailleurs, petits négociants) actifs dans tout un éventail de chaînes

⁵ FIDA, 2010.

de valeur locales, nationales et internationales. Les bénéficiaires directs compteront 35 000 femmes et hommes, et 65 000 personnes supplémentaires tireront des avantages indirects grâce à la formation par les pairs et à la reproduction au plan de l'organisation.

12. Le programme, qui sera mis en œuvre sur trois ans, comprendra, outre la gestion et l'administration, trois grandes composantes:
- l'adaptation du GALS et le renforcement des capacités des communautés et des institutions;
 - la recherche-action, la négociation et la collaboration "gagnant-gagnant" impulsées par les communautés;
 - l'élaboration et la diffusion de modèles d'utilisation du GALS.

IV. Produits et avantages escomptés

13. Produits/effets relatifs à l'objectif n° 1

- Les groupes vulnérables et autres principales parties prenantes sont formés, permettant ainsi l'élaboration de plans stratégiques illustrés, individuels et collectifs, visant la modification des rapports hommes-femmes, l'autonomisation et l'amélioration des moyens de subsistance, y compris des plans de formation par les pairs et de suivi.
- Des stratégies "gagnant-gagnant", durables et équitables, sont identifiées, négociées et mises en œuvre avec les principaux acteurs du secteur privé au sein des chaînes de valeur.
- La méthodologie GALS est adaptée au contexte local; des manuels illustrés pour l'apprentissage par les pairs sont élaborés au niveau communautaire; et des stratégies, des structures et des démonstrations sont mises en place pour le partage par les pairs.
- Une cartographie préliminaire des inégalités entre les sexes et des relations de pouvoir au sein de toutes les chaînes de valeur est réalisée et validée à travers la recherche-action impulsée par les communautés pour servir de base à une collaboration "gagnant-gagnant" entre les parties prenantes.

14. Produits/effets relatifs à l'objectif n° 2

- Les capacités d'Oxfam Novib et des projets appuyés par le FIDA sont renforcées dans le GALS impulsé par les communautés pour son application actuelle et sa transposition, au-delà du programme, à toute une gamme de chaînes de valeur.
- Divers modèles d'apprentissage d'action de genre et de stratégies "gagnant-gagnant" sont identifiés, mis en œuvre, évalués et documentés dans différents milieux, chaînes et organisations.
- Du matériel de renforcement des capacités pour le partage par les pairs au niveau des communautés et des organisations (pour le secteur privé et les instituts de recherche/d'enseignement supérieur, pour le plaidoyer auprès des collectivités locales et pour la transposition ailleurs).
- Les instituts de recherche/d'enseignement supérieur prennent part au processus.

V. Modalités d'exécution

15. Le bénéficiaire du don est Oxfam Novib, une organisation à but non lucratif dont le siège est aux Pays-Bas. Oxfam Novib coordonnera le renforcement des coalitions d'OSC chargées de la mise en œuvre dans chacun des trois pays, et définira/supervisera les liens avec les projets du FIDA. L'équipe du programme –

une équipe WEMAN actuellement basée aux Pays-Bas⁶ – sera responsable de l'exécution d'ensemble du programme. Un comité de pilotage central sera chargé des décisions stratégiques et de la supervision/surveillance. Trois comités consultatifs nationaux représentant les parties prenantes seront créés dans chaque pays. Un système de S&E sera mis en place aux niveaux local, national et international. L'équipe WEMAN sera également responsable de la gestion de l'accord passé avec le FIDA (établissement de rapports semestriels, contrôle financier et audits).

16. Au niveau du pays, une coalition nationale sera constituée par les OSC d'exécution, avec des réunions trimestrielles de coordination et de S&E à l'échelon national. Un organisme chef de file sera désigné afin d'assurer la coordination de la communication avec l'équipe chargée du programme à Oxfam Novib. Les OSC ont été sélectionnées sur la base de leur expérience et de la durée de leur collaboration avec Oxfam Novib ainsi que de leur rôle dans le développement de chaînes de valeur. Elles seront essentiellement chargées d'appliquer le GALS à ces différentes chaînes de valeur, de contribuer à l'élaboration de modèles d'intégration du GALS et d'échanger leurs savoirs et leur expérience avec les projets bénéficiant de l'appui du FIDA. Les OSC coordinatrices garantiront la participation effective des différentes organisations aux manifestations de renforcement des capacités et autres réunions; elles coopéreront, au nom de la coalition, avec des instituts de savoir/recherche et des projets du FIDA (même si cette fonction pourra être éventuellement déléguée) et assureront la coordination du S&E, de l'établissement des rapports et de la documentation au niveau national.
17. Les représentants des organismes d'exécution se réuniront tous les six mois au sein d'un comité consultatif, qui comprendra également les principales parties prenantes au niveau national. Les comités fourniront des orientations et des retours d'information à l'équipe de programme et au comité de pilotage.
18. L'équipe de programme accordera la priorité au renforcement des capacités, y compris la passation de marchés pour les services de consultation en matière de gestion des savoirs, à la documentation et au partage des connaissances entre pairs parmi les organisations d'Ouganda, du Rwanda et du Nigéria.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

19. Le programme proposé sera mis en œuvre sur trois ans, pour un coût total de 2 232 000 USD. Le FIDA contribuera à hauteur de 1,4 million d'USD, soit 63% du coût total; Oxfam Novib octroiera 770 000 USD (34%); et les OSC chargées de l'exécution en Ouganda, au Rwanda et au Nigéria octroieront 62 000 USD (3%).

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Personnel (y compris sous-traitance)	180	107
2	Services professionnels/consultations	29	17
3	Frais de voyage	20	12
4	Dépenses opérationnelles, rapports et publications	136	81
5	Formation/renforcement des capacités	1 035	615
	Total	1 400	832

⁶ Oxfam Novib est à l'heure actuelle en cours de décentralisation. À l'avenir, les spécialistes de pays seront basés dans le pays d'exécution, ou à proximité.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification
Goal	To contribute to sustainable pro-poor wealth creation, and value chain upgrading in Uganda, Rwanda and Nigeria through empowerment of women and men and the establishment of equitable participatory processes for economic decision-making at all levels	<ul style="list-style-type: none"> 70% of Household with increased assets ownership index Reduction in prevalence of child malnutrition 70% of Household with greater income and food security Increase in educational enrolment rate 60% of women feel more supported by men leading to more sustainable livelihoods, and more secure access to land Poor women and men producers, and traders are empowered as VC actors improving efficiency in 6 VCs 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline and impact survey M&E, RIMS reports and impact assessments Socio-economic statistics Participatory monitoring Annual Work Plan and Budget of ON and IFAD projects Final external evaluation
Objectives	<p>Objective 1: 35,000 direct beneficiaries and 65,000 indirect beneficiaries, are empowered and 'win-win' collaboration between VC actors are achieved.</p> <p>Objective 2: Participatory action learning methodology is integrated into policies and practices of 10 CSOs and disseminated into IFAD & ON projects.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Platforms established by at least 7 CSOs for multi-stakeholder win-win collaboration 35,000 women and 15,000 men use the methodology for improving livelihoods and VCD Multi-stakeholder win-win strategies planned in 6 VCs 10 CSOs use the GALS VC methodology Opportunities for wider up-scaling identified in at least 4 IFAD and ON projects 	<ul style="list-style-type: none"> Six-monthly and final reports International review meetings Final external evaluation Annual revision of CSO Action Plans Case studies for each chain Training materials Feedback from IFAD projects
Outputs	<ul style="list-style-type: none"> Key stakeholders trained on GALS GALS methodology adapted to local context Capacity of ON and IFAD strengthened in the GALS Win-win strategies for VCD implemented Training materials developed 	<ul style="list-style-type: none"> Community participants in 10 CSOs developed their stakeholder analysis, and plans using the methodology. Multi-stakeholder win-win trees implemented and monitored 10 CSOs have developed a pictorial manual for community-level peer sharing 10 CSO have improved understanding of power and gender dynamics in the chains for planning VCD. 	<ul style="list-style-type: none"> Multi-stakeholder plans Participatory monitoring Availability and quality of manuals on participatory VCD Report of the inception workshop Reports from CSO partners
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> Preliminary value chain mapping. International inception meeting Community-level field test International workshop Ongoing capacity-building Final review workshop Community-led action research Development of capacity-building materials Dissemination through e-portals Research institutes are involved 	<ul style="list-style-type: none"> VC maps of power relations and gender inequality Detailed design of GALS field tests Community participants have developed a GALS manual for community-level peer sharing. 10 CSOs and IFAD projects participated in workshops to draw up lessons learned from the field Final review and final sustainability plans developed. Detailed plans available in CSOs for up-scaling, Capacity-building materials available on internet Research institutes have developed plans for incorporation of the methodology 	<ul style="list-style-type: none"> Reports and action plans from the international inception meeting Pictorial GALS Manuals and outcomes of field tests Organisational plans for stages 2 and 3, workshop reports, progress reports Track record of e-discussions, resources on WEMAN website Quarterly monitoring reports, mid- term review, final review